

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société CM Matériaux

La Petite Craz

69720 SAINT LAURENT DE MURE

Références : UDR-SSDAS-22-188-YG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement CM Matériaux implanté au lieu-dit « la petite Craz » 69720 SAINT LAURENT DE MURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CM Matériaux
- lieu dit « La Petite Craz » 69720 SAINT LAURENT DE MURE
- Code AIOT dans GUN : 0006101465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CM matériaux exploite sur la commune de SAINT LAURENT DE MURE, une carrière de roches alluvionnaires .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets d'extraction-Action nationale 2022
- Eau
- Bruit
- Poussières

Principale(s) installations contrôlées:

Carreau d'exploitation, zone de stockage des déchets d'extractions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Retombées de Poussières	Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 12	/	Lettre de suite préfectorale
Bruit	Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 15.1	/	Lettre de suite préfectorale
Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Information du public	Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 6.1	/	Transmission sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 11.3.3	/	/
Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1	/	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PGD – Caractère inerte des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1	/	/
Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	/
Mise à jour et transmission du PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que le Plan de Gestion des Déchets issu de l'extraction est rédigé et mis en œuvre par l'exploitant.

Le registre des terres excavées entrantes est à transmettre.

L'exploitant transmettra également rapport de mesures des retombées de poussières et de mesure de bruit sous 3 mois

L'exploitant transmettra également une photographie de son panneau d'information sous 2 mois.

La précédente visite d'inspection avait donné lieu à l'établissement d'un Arrêté de Mise en demeure en date du 06 août 2020

L'ensemble des dispositions ont été depuis mise en œuvre et l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Rhône la levée de la mise en demeure du 04 août 2020.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle: Information du Public

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 6.1
Thème(s) : Information du public
Prescriptions contrôlées : Art. 6.1. L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site des panneaux [...]
Constats: La végétation cache partiellement le panneau.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : L'exploitant procède au nettoyage des abords du panneau sous 2 mois.

Nom du point de contrôle: Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 11.3.3
Thème(s) : Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Modalités de surveillance : la surveillance comprend : -une mesure du niveau d'eau -une mesure de la qualité des eaux souterraines [...]
Constats: L'exploitant a transmis le relevé piézométrique mensuel et les deux dernières mesures de la qualité des eaux souterraines à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites: sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 12
Thème(s) : Mesure des retombées de poussières
Prescriptions contrôlées : [...] les mesures de retombées de poussières sont effectuées une fois par , en période sèche, aux frais de l'exploitant, pendant une période continu d'exploitation de 15 jours [...]
Constats: L'exploitant a présenté un devis d'une commande de mesure de retombées de poussières. La prestation n'a pas été réalisée à la date de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmettra sous 3 mois les résultats des mesures de retombées de poussières.

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 mai 2013 – Article 15.1
Thème(s) : Bruit
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores est effectué par l'exploitant et à ses frais une fois par an, dans des conditions représentatives de l'activité nominales de la carrière [...]
Constats: L'exploitant a présenté un devis d'une commande de mesure bruits. La prestation n'a pas été réalisée à la date de la visite d'inspection
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmettra sous 3 mois les résultats des mesures de bruit.

Nom du point de contrôle: Plan de gestion des déchets (PGD) : Déchets concernés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Ne sont pas concernés par le plan de gestion des déchets (PGD) : <ul style="list-style-type: none">- les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ;- les déchets dangereux stockés < 6 mois- les déchets non inertes non dangereux stockés < 1 an- les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées < 3 ans
Constats: Les déchets stockés ne sont pas dangereux. Ce sont essentiellement des produits de matériaux de découvertes, de décapage des matériaux sablo-limoneux issues de l'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : PGD – Caractère inerte des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 Annexe I > 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Caractérisation de l'inertie des déchets : annexe I de l'AM du 22/09/1994 et circulaire du 22/08/2011 Annexe I>1 : <ul style="list-style-type: none">a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 0,1 \%$, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 1 \%$ et le ratio de neutralisation >3, (essai statique prEN 15875) ;c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ;d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ;e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : flocculants (inertes si monomère $< 0,1 \%$ dans polyacrylamide) . Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.

Constats :

Les déchets stockés proviennent des terres de découverte. Il n'y a pas eu d'activité anthropique sur le site.

Les terres de découverte font partie de la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation de la circulaire du 22/08/2011.

Type de suites proposées : sans suites

Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets (PGD) - contenu

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis

Thème(s) : Actions nationales 2022, PGD

Prescriptions contrôlées :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Constats:

Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées est effectif et a été transmis à l'inspection des installations classées après la visite. Le document reprend l'ensemble des points listés à l'article 16 bis

Type de suites proposées : sans suites

Proposition de suites : sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à jour et transmission du PGD

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, mise à jour du PGD
Prescriptions contrôlées : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Le plan de gestion est transmis au préfet.
Constats: Le plan de gestion a été présenté lors de l'inspection. La nécessité de maintenir à jour ce document, en cohérence avec le plan d'exploitation du site a été rappelée à l'exploitant. Le plan doit être révisé tous les 5 ans.
Type de suites proposées: sans suites
Proposition de suites: sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire: Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
Prescriptions contrôlées : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception- la nature et la quantité des apports- l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain)- le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)
Constats: Le registre des Terres excavées entrants n'a été présenté lors de l'inspection. Ce registre doit recenser l'ensemble des apports entrants sur la zone de remblai de la carrière. L'ensemble des informations reprises ci-dessus doivent être reprise dans ce dernier.
Type de suites proposées: avec suites
Proposition de suites: Lettre de suite préfectorale L'exploitant transmettra le registre avec les informations prévues à l'article 6 de l'Am du 31/05/2021 sous 3 mois.